

## Pour "sonder" les 850.000 enseignants, Blanquer lance un questionnaire

Paris, 3 mars 2020 (AFP) -

Après plusieurs mois de crispation des professeurs sur les retraites, le nouveau bac ou les conditions de travail, le ministère de l'Education lance mardi un questionnaire à destination des 850.000 enseignants afin de "sonder leur ressenti".

Pour cette enquête "anonyme" et "confidentielle" envoyée par e-mail mardi, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a promis une "grande consultation, inédite", "exhaustive".

"Tous les professeurs pourront dire ce qu'ils attendent" de l'évolution de leur métier, a assuré Jean-Michel Blanquer. Les enseignants doivent répondre avant le 17 mars.

Au fil des 43 questions de l'enquête dont l'AFP a obtenu copie, le ministère interroge les enseignants sur leur formation, leurs conditions de travail, les outils mis à disposition ou encore leur avenir professionnel.

"Quels sont pour vous les mots qui qualifient le mieux votre métier?", "quelles sont vos principales sources de satisfaction?", "de déception?", "avez-vous l'impression que vos conditions de travail depuis le début de votre carrière se sont améliorées/se sont dégradées/ni l'un, ni l'autre"..., peut-on lire par exemple dans ce questionnaire.

"Faire une consultation auprès de ceux qui vont être les grands perdants de cette réforme et au moment où on actionne le 49.3, et où les promesses de revalorisation se succèdent sans concrétisation... Quel sens cela a?", s'interroge Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

"Permettre aux professeurs de s'exprimer directement sur différents sujets est plutôt bon, mais comme cela intervient dans un climat de défiance du corps enseignant envers le ministère, il va forcément y avoir de la méfiance sur l'interprétation possible des réponses", prévient Gilles Langlois, du SE-Unsa.

- "Mérite" -Autre sujet de crispation du corps enseignant, les conditions de travail jugées "compliquées" pour beaucoup, et mises en lumière par le suicide en septembre de Christine Renon, cette directrice d'école de Seine-Saint-Denis ayant expliqué dans une lettre son geste en raison de son "épuisement", sa "solitude" dans la fonction.

"A quoi cette consultation va réellement servir, à ouvrir un vrai débat sur les conditions de travail, plus que nécessaire ou bien à légitimer le projet politique de Jean-Michel Blanquer et sa vision du professeur au XXI<sup>e</sup> siècle, entraînant des contreparties à notre métier", a poursuivi Sophie Vénétitay, du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire.

Mi-février, Jean-Michel Blanquer a laissé entendre que la hausse des salaires promise aux enseignants dans le cadre de la réforme des retraites se ferait davantage au "mérite", suscitant l'inquiétude des syndicats.

Mais le ministre l'a à nouveau assuré mardi sur LCI: "ce que pensent les professeurs, les idées qu'ils peuvent avoir, leur ressenti, cette enquête nous est extrêmement utile pour préparer la grande évolution des ressources humaines de l'éducation nationale".

Ce questionnaire "est une base de travail avec les professeurs et à partir de 2021 nous ferons une rencontre annuelle" pour savoir "où en sont les ressources humaines dans l'éducation nationale", a-t-il ajouté.

Les résultats du questionnaire seront dévoilés les 30 et 31 mars prochains, à l'occasion d'un colloque international organisé par le ministère à Paris au siège de l'Unesco.

asm/tib/pb

Afp le 03 mars 20 à 19 59.